

Chronique d'un chemin caillouteux

**Compilation de textes à propos de la répression anti-anarchiste en Bolivie et du
prisonnier Henry Zegarrundo**

Henry Zegarrundo, Non Fides, Solidaridad Negra, Des anarchistes solidaires
au mépris des frontières

2009

Table des matières

Avant-Propos	3
Petite chronologie bolivienne	5
Texte de lancement de Solidaridad Negra	7
Première lettre d'Henry	9
Deuxième lettre d'Henry : Apologie de la délation	11
Interview avec Henry Zegarrundo	13
Chasser les sorcières : Contre l'indifférence, la délation et la complicité avec l'Etat	16
A propos de la répression en Bolivie	16
La chasse aux sorcières commence...	17
A propos de quelques balances	19

Avant-Propos

Le 29 mai 2012 à La Paz, capitale de la Bolivie, une vague de perquisitions est menée par la FELCC (force spéciale de lutte contre le crime), lors de laquelle treize personnes sont embarquées. Parmi celles-ci, l'Etat ratisse très large dans les milieux punks et libertaires, arrêtant anarchistes, punks, membres d'organisations comme l'OARS (Organisation Anarchiste pour la Révolution Sociale), le *Red Verde por la Liberación Total* (Réseau vert pour la libération totale) ou le CJAC (Collectif des Jeunes Anarcho-Communistes), artistes, haïks krishnas...¹ La plupart des interpellés sont relâchés le soir même, certains n'ayant visiblement pas su (ou voulu) tenir leur langue lors des premiers interrogatoires.

Après ce premier tri, quatre personnes restent inculpées : Henry Zegarrundo, Nina Mancilla, Renato Vincenti et Víctor Hugo Gironda (les deux derniers sont membres de l'OARS). Le 31 mai, des mesures préventives sont décidées lors d'une audience : Henry et Nina sont placés en détention provisoire, tandis que Renato et Víctor sont assignés à résidence et non incarcérés sous le motif de « collaboration et engagement à continuer de collaborer », car ces balances auraient au moins donné des noms de supposés membres de la FAI-FRI.²

Un cinquième inculpé, Mayron "Kru" Mioshiro, est, lui, arrêté le 4 juin et mis en détention préventive. La maison de sa mère avait été perquisitionnée le 29 mai mais il ne s'y trouvait pas.

Le 30 mai, Henry et Nina sont présentés par le pouvoir, lors d'une pompeuse conférence de presse, comme une dangereuse cellule terroriste avec des liens internationaux. Carlos Romero, Ministre de l'Intérieur, y expose en guise de « pièces à conviction » saisies lors des perquisitions : des fanzines, affiches, drapeaux, patches, vestes et masques de carnaval ainsi qu'un revolver de calibre 22 (trouvé chez Renato Vincenti).

Les accusations pour Henry, Nina et Kru sont « terrorisme » et « tentative d'homicide » et concernent en tout une vingtaine d'attaques revendiquées par la FAI-FRI entre 2011 et 2012, dont des sabotages de distributeurs de billets, des attaques contre la Direction du Régime Pénitentiaire, le vice-ministère de l'environnement, une caserne militaire, des fast-foods (Burger King, Pollos Copacabana), un importateur de voitures Renault (après les élections présidentielles en France), des supermarchés, etc.

Depuis le début, Nina affirme de façon abjecte son « innocence », qu'elle n'a rien à se reprocher et demande à l'Etat que « justice soit faite » contre les « vrais coupables ». En septembre 2012, elle sort une lettre publique où elle clame à nouveau son « innocence », et où, sans citer de nom mais en donnant tout de même des informations détaillées, elle dit reconnaître la femme (désignée par l'accusation comme étant Nina) que l'on voit sur une vidéo de sabotage de distributeur de billets. Elle lui demande de « prendre ses responsabilités », c'est-à-dire d'aller se livrer aux flics, conséquence logique, selon elle, de l'éthique libertaire, comme si l'éthique libertaire consistait à remplir les prisons. Depuis, l'Etat a su récompenser la dissociation et la délation de Nina par une assignation à résidence, plutôt que l'incarcération comme Henry.

Peu après, Virginia Aillón, une écrivaine figure du milieu libertaire bolivien mais pas mise en examen, s'y met aussi en publiant une lettre au titre univoque : « innocents !!! », qui appuie tout ce qu'avance Nina comme arguments autoritaires et pro-délation, et affirme inlassablement l'innocence de Nina et Henry.

Henry rompt alors tout contact avec Nina et ceux qui la défendent et leur demande publiquement de ne plus se solidariser avec lui.

Henry a écrit deux lettres depuis la prison, et une interview réalisée au parloir fin 2012 a également été publiée. Il y montre sa fermeté dans le refus du jeu du « coupable » et de l'« innocent » et dans le rejet de la délation. Il a toujours maintenu une position très digne, en accord avec son éthique anarchiste, ne se dissociant jamais des pratiques dont il est accusé, tout en précisant qu'il ne fait pas partie de la FAI/FRI.

¹ Secte religieuse dérivée de l'hindouisme, qui a réussi dans les années 80/90s à pénétrer les milieux punks et straight-edge.

² Fédération Anarchiste Informelle - Front Révolutionnaire International

Beaucoup de débats ont eu lieu autour de la question d'une solidarité avec Krudo. En effet, ce dernier a signé une déclaration portant préjudice à Henry et Nina lors de sa première audience. Il a depuis expliqué sa confusion dans ses deux lettres, racontant que l'on a modifié ses déclarations et qu'il n'a pas osé changer avant de signer, son avocat commis d'office le poussant, selon lui, à sauver sa peau au détriment des autres. Même si nous reconnaissons la bonne volonté qu'il montre à vouloir désormais rester clair dans ses rapports avec la justice, pour nous cette « erreur » n'est pas excusable, surtout lorsque ses explications par rapport à son craquage ne sont jamais bien claires. Il est actuellement enfermé à la prison pour mineurs de Qalauma (officiellement centre de réinsertion sociale pour adolescents et jeunes privés de liberté).

Aujourd'hui, Henry est incarcéré à la prison de San Pedro à La Paz. Son avocat tente de lui obtenir l'assignation à résidence à la place de la détention préventive, mais les audiences ont été reportées 8 fois pour cause d'absence de procureur, d'absence du dossier d'instruction etc. Lors de la neuvième audience, le juge a refusé l'assignation à résidence. Deux audiences ont de nouveau été suspendues depuis, et avant la prochaine doit avoir lieu un changement de juge (demandé par Henry).

On peut écrire à Henry en envoyant un mail à ***solidaridadnegra@riseup.net*** qui transmettra (car il n'est pas possible d'envoyer un courrier directement aux prisonniers en Bolivie).

Si nous avons décidé de nous intéresser au cas d'Henry, malgré la distance qui nous sépare, c'est que son attitude, son éthique et son refus de collaborer à une quelconque enquête de juges et de flics nous parle et que notre solidarité ne s'arrête à aucun poste-frontière. De plus, dans l'adversité que représente sa situation, pris en tenaille entre les forces de répression de l'Etat et la collaboration directe d'une partie du mouvement libertaire, nous ne pouvons que lui affirmer une solidarité encore plus forte.

Liberté, donc, pour Henry Zegarrundo et tous les autres prisonniers non repentants de la guerre sociale.

*Février 2013 à Paris,
Des anarchistes solidaires au mépris des frontières.*

Petite chronologie bolivienne

Sauf précision, toutes ces attaques, dont la plupart font partie de l'accusation, ont été revendiquées par différents groupes affiliés à la FAI-FRI.

2011

- 20 septembre : Sabotage de trois entreprises chiliennes ou important des produits chiliens (LAN, INDALUM et SAE) en solidarité avec le compagnon emprisonné Luciano "Tortuga" Pitronnello.
- 12 octobre : Attaques à la peinture de trois monuments à La Paz : une fontaine et les statues de Christophe Colomb et d'Isabelle de Castille.
- 13 octobre : En pleine journée, un fumigène est lancé au vice-ministère de l'environnement en solidarité avec la lutte du TIPNIS.¹
- 28 octobre : Attaque incendiaire contre des distributeurs de billets de la Banque Mercantil à Santa Cruz.
- 4 novembre : Deux fumigènes sont lancés en journée dans un Burger King à La Paz.
- 7 novembre : Attaque explosive contre Pollos Copacabana (fast-food) à La Paz revendiquée par l'ALF (*Animal Liberation Front*).
- 21 décembre : Attaque incendiaire contre deux distributeurs de billets à La Paz + Attaque incendiaire contre un distributeur de billets de la banque FIE à La Paz.

2012

- 12 avril : Attaque incendiaire contre un distributeur de billets de la banque des Andes Pro Credit à La Paz (quartier de Miraflores).
- 26 avril : Attaque incendiaire contre un distributeur de billets de la Banco Nacional à La Paz (Miraflores).
- 30 avril : Attaque incendiaire contre un distributeur de billets à Cochabamba.
- 30 avril : Sabotage de supermarchés Hipermaxi à Cochabamba : des produits toxiques sont versés dans les récipients de lait animal.
- 5 mai : Sabotage de 9 serrures d'entreprises : un distributeur de lait, un centre d'amaigrissement, une entreprise d'apiculture, deux restaurants (carnivores), un magasin de chaussures en cuir, un magasin de manteaux en laine l'alpaga, une boucherie et un « Centre biblique ».
- 15 mai : Attaque explosive contre Imcruz (importateur de voitures françaises Renault, en référence à la récente élection présidentielle en France) à La Paz.
- 23 mai : Attaque incendiaire contre un distributeur de billets de la Banco Union et attaque explosive/incendiaire de la direction du régime pénitentiaire (*Oficina Central del Régimen Penitenciario*) à La Paz.

¹ Territoire indigène et parc national Isiboro Secure. Le gouvernement bolivien souhaite construire une grande route traversant le TIPNIS mais la résistance de la population locale est très forte. Plusieurs marches « indigènes » ont été organisées en protestation (Henry y

- 25 mai : Attaque explosive contre un distributeur de billets de la banque BCP dans un mur de la grande caserne militaire de Miraflores à La Paz.²

fait référence dans ses lettres), certaines réprimées très violemment. Le président Evo Morales a suspendu le projet fin 2011. Cependant, une lutte continue pour protéger le site, et une bonne partie du mouvement libertaire bolivien soutient cette lutte.

² Dans le communiqué de revendication, une référence est faite à l'attaque de cette même caserne le 11 septembre 1931 par des membres de la FOL (Fédération Ouvrière Locale), à coups de fusil et de dynamite et avec la complicité de soldats qui se mutinèrent à l'intérieur.

Texte de lancement de Solidaridad Negra

Une nouvelle initiative. Un même objectif : solidarité et lutte.

L'intention de ce texte est fondamentalement de faire connaître notre site en solidarité avec le compagnon Henry Zegarrundo et de clarifier certains faits et informations par rapport à sa situation particulière, en rappelant toujours qu'il fait partie d'une affaire judiciaire incluant d'autres personnes. C'est précisément là que se place l'importance d'affirmer clairement nos idées, étant donné que « confusion » est le mot le plus approprié pour décrire la situation actuelle.

Nous croyons fermement que la lutte est dans les rues, là est notre cœur. Mais aujourd'hui nous avons décidé de créer cet espace, à cause du peu d'informations, parfois même erronées, qui circulent sur internet. C'est pour cela aussi que nous croyons nécessaire de faire un bref résumé de ce qui s'est passé depuis le 29 mai.

Brève chronique d'un chemin caillouteux : solidarité et prison, dignité et collaboration.

Depuis le début des faits qui ont commencé à se succéder depuis déjà presque 6 mois, nous avons vu la nécessité de maintenir l'unité du mouvement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons. Nous croyons fermement que nous sommes plus forts unis, et nous espérons une attitude de solidarité de la part de tout le mouvement anarchiste-libertaire bolivien. Mais cet esprit de lutte que nous espérons... nous ne l'attendons plus car beaucoup ont gardé le silence.

Le coup répressif de l'Etat (qui sur ces terres se dit socialiste et révolutionnaire) nous a tous frappés autant, des plus sociaux à leurs plus critiques. De ceux qui luttent pour la destruction du patriarcat à ceux qui s'opposent à l'exploitation des animaux et de la nature, en passant par d'autres positions du large spectre libertaire.

Si le coup nous frappe tous, alors plus que jamais il aurait fallu s'unir, malheureusement ça n'a pas été compris comme ça et la première chose qui est ressortie a été un « sauve qui peut ». Ainsi, après les premières arrestations, beaucoup ont été libérés en échange de noms d'autres compagnons. A cause de ce sale tour, trois personnes ont été mises en détention au même moment ou après. Tous étaient nos compagnons et donc notre appui allait à qui se retrouvait derrière les barreaux. Nous considérons qu'en tant qu'anarchistes il n'était pas digne de citer le nom de chacun séparément de ceux des autres. Mais beaucoup se sont mis à se solidariser avec « leur prisonnier » en laissant les autres au second plan. Cela est dû, selon nous, à un manque d'analyse politique de la situation, mais aussi à la primauté des relations d'amitié sur l'affinité.

Il est important de mettre en évidence que Henry a lutté pour maintenir une position commune entre les inculpés, malgré leurs différences. Lamentablement, la pression de l'Etat à travers l'enfermement a été plus forte. Elle a fait tomber le reste des prisonniers dans le jeu du pouvoir, en déclarant ou en avalant des déclarations qui portaient préjudice aux autres. Là-dessus des personnes extérieures ont aussi collaboré, tentant d'étendre la discorde et la délation entre les prisonniers... et certains continuent à le faire.

Ainsi, le compagnon avec lequel nous nous solidarisons aujourd'hui est le seul qui n'a pas utilisé ses déclarations comme une occasion de se disculper. Des deux autres personnes, desquelles l'une est maintenant assignée à résidence, nous ne pouvons pas dire la même chose. Volontairement ou à contrecœur, leurs signatures sous des déclarations (réelles ou modifiées par un avocat) portent préjudice à Henry. Ce sont les faits, pas nos « interprétations ».

Nous voulons détruire le problème, et ne pas le reproduire.

En conclusion : on collabore avec l'Etat quand cela sert nos fins. Ces deux déclarations (en plus de celles des premiers jours) viennent renforcer la conviction des procureurs que Henry serait la « tête » d'une imaginaire organisation terroriste. Que chacun tire ses propres conclusions. Nous avons tiré les nôtres et avons marqué les distances qui déterminent notre position de lutte et notre solidarité.

Nous pensons nécessaire de souligner l'exemple des compagnons aux Etats-Unis qui, malgré le risque d'années de prison, ont préféré garder le silence plutôt que de livrer des informations qui auraient pu être utilisées contre d'autres personnes en lutte. Force à ceux qui résistent au Grand Jury ! Nous sommes avec vous !

Nous voulons la liberté de tous ceux qui luttent contre la prison, nous voulons la destruction de toutes les prisons et de la société qui les contient. Par extension, malgré le si triste jeu des autres détenus, nous ne souhaitons la prison à personne.

Pour la libération immédiate du compagnon Henry Zegarrundo !

Des cages pour personne ! – Démolition des prisons !

Traduit de l'espagnol par Non Fides.

Première lettre d'Henry

La terreur cherche à s'imposer à travers la persécution, la répression et l'emprisonnement de ceux qui sortent de son idéologie de la peur, idéologie renforcée par les moyens de « communication », idéologie renforcée par ceux qui l'acceptent servilement malgré leurs désaccords.

Le pouvoir cherche la MORT SOCIALE à travers l'emprisonnement, il cherche à réduire les individus par l'ANÉANTISSEMENT MORAL. Mais jusqu'à maintenant je n'ai vécu aucun de ces deux « phénomènes » conçus par l'État, la seule chose qu'ils ont réussi c'est de me faire me sentir plus libre que jamais malgré le fait d'être enfermé entre ces murs épais. La majorité du temps on croit que le pouvoir est l'unique ennemi, mais nous avons d'autres ennemis, déguisés en anarchistes, ces ennemis sont ceux qui accusent et s'imaginent des choses, qui sont à la base de notre incarcération, ensuite ces individus qui manquent d'éthique lancent des communiqués de soutien et nient avoir fait des déclarations contre moi, afin de rester bien avec tout le monde, ils continuent de mentir et d'inventer afin de sauver leur cul, aussi sale que leur propre existence. Nina et moi nous avons été accusés par Renato Vincenti de l'O.A.R.S. et celui-ci se compromet encore en continuant de « collaborer » avec l'enquête, le pire de tout c'est que les fonctionnaires de l'État le croient aveuglement. Au final tous décident désespérément d'avouer sur la base d'hypothèses, ils sont battus sans même avoir mené le combat. J'espère que Vico n'est pas rentré dans ce jeu de la peur.

Je voudrais éclaircir quelque chose : politiquement je me suis toujours éloigné des organisations hiérarchiques, patriarcales, spécistes et militantes (typiques des partis politiques). Je ne crois pas aux dogmes, aux martyrs et aux héros, c'est pour ça que je ne fais pas partie de l'O.A.R.S., je ne fais pas partie du Red Verde, comme le croient ceux du pouvoir, sur la base de ce que Renato affirme dans ses déclarations, puisque dans le Red Verde ceux de l'O.A.R.S. participent aussi. Quelle contradiction non ?

Je ne connais la FAI-FRI qu'au travers des communiqués qu'ils ont publiés. Sûrement que le fait d'écrire avec « x »¹ va être une preuve de plus contre moi, après que les enquêteurs aient lu ce communiqué.

L'anarchie ce n'est pas l'enfermement théorique, c'est la mise en pratique de la liberté dans notre vie quotidienne. Nous devons nous séparer des traîtres, parce que trahir la lutte anarchiste c'est se mettre à genoux, mentir, rejeter la faute sur les autres, c'est le sédatif de la peur, la trahison c'est théoriquement dénoncer quelqu'un qui a eu quelque chose à voir avec toi, mais dans ce cas là la trahison à travers le mensonge c'est pareil, voir pire, c'est se trahir soi-même, après avoir tenu un discours qui n'est que des mots.

Ce qui me rend heureux c'est que là-bas on respire la solidarité, la liberté et l'esprit de lutte qui doit continuer malgré le fait qu'il y ait des prisonniers. Ce qui est important maintenant, plus que jamais, c'est de continuer de lutter, de débattre, de diffuser, de discuter et de publier. Ce qui est désagréable, c'est de savoir que certains se sont éloignés après avoir tenu des discours radicaux, mais ça ne m'attriste pas car c'est mieux d'être peu que d'être un troupeau qui se contente de suivre les décisions des autres.

Voilà c'est tout pour l'instant, et je me solidarise avec tous les otages de l'État, je leur envoie beaucoup de force, je les salue et les embrasse.

L'écho de la solidarité du Pérou, d'Équateur et d'autres parties du monde est arrivé jusqu'ici. Courage TIPNIS, même si je ne suis pas d'accord avec la IXème marche depuis ici je vois ce qui se passe, j'espère que vous prendrez des décisions sages parce que nous savons que l'État va vous baratiner et vous diviser pour vous imposer ses lois pro-capitalistes. Je vois que la meilleure stratégie c'est de lutter sur la scène même du conflit, à Isiboro Secure même.

¹ C'est une façon de rendre neutres en genre les mots en espagnol.

Je remercie ma famille, mes amis, les gens que je connais ou que je ne connais pas et qui me rendent visite, je réitère mes salutations à tous ceux qui ont décidé d'être les guerriers quotidiens qui ont su affronter la peur et la terreur.

Henry Zegarrundo,
Anarchiste Anti-autoritaire.

Traduit de l'espagnol par Contrainfo de l'ABC Mexico début juin 2012, revu par Non Fides.

Deuxième lettre d'Henry : Apologie de la délation

Assis sur ma couchette qui est devenue l'un des endroits où je peux lire et écrire, je veux exprimer ce qui me perturbe. Le brouhaha des 50 prisonniers avec qui je partage cet espace se fait maître de l'environnement. Une faible lumière s'approche de la feuille de papier sur laquelle j'écris pour laisser place à ces mots, ces mots qui décident de rompre le silence en parlant des délateurs/trices.

Il faut avoir en tête – en réflexion permanente – que le but de l'État est la réduction de l'individu en utilisant ses stratégies connues qui ne sont pas vraiment une innovation, comme la matérialisation routinière de la punition à travers l'emprisonnement, la persécution et le fait de faire des exemples. Il cherche à réduire l'individu à une carte d'identité, un numéro ou un code. Il cherche à nous exterminer moralement, à anéantir toute pratique révolutionnaire. Mais il y a un détail à remarquer : n'importe quelle personne qui se reconnaît dans l'éventail libertaire possède la notion de se situer du côté de la barricade opposé à celui du Pouvoir-autorité. Cependant, il existe des gens qui se revendiquent libertaires ou anarchistes et qui justifient et cautionnent la répression. À partir de cet aval-justification, cette revendication se transforme en simple discours auto-hypocrite, ils passent de l'autre côté de la barricade, et l'on se retrouve face à eux et non plus à côté d'eux.

S'il y a des personnes emprisonnées ça n'est pas parce que les « responsables » des attaques sont coupables de l'emprisonnement par l'État d'individus à tendance ou pratiques politiques. L'État-Pouvoir profite seulement de ces incidents pour pousser, justifier son efficacité ou la « sécurité » citoyenne. Il est très clair que la nécessité politique et répressive et ses alliés platformistes sont les seuls responsables de l'enfermement de certains d'entre nous dans les entrailles du Pouvoir. Par conséquent, il est pathétique de demander que les personnes qui ont fait les attaques se rendent ou viennent échanger leur liberté avec celle d'autres personnes. À ces personnes qui parlent de vrais ou faux anarchistes, il ne leur manque plus qu'à demander un uniforme de policier en échange de la délation et de la collaboration. Ils n'ont pas compris qu'une lutte est digne lorsqu'elle possède de hautes valeurs révolutionnaires, et qu'une personne sans vide moral ne dénonce pas les autres.

Dans ce débat la priorité n'est pas de se déclarer « coupable » ou « innocent », la priorité est qu'il n'y ait pas d'autres compagnon(ne)s qui soient emprisonnés, et au sein de cette priorité il y a la douleur qui se propage dans la famille et les proches qui ne doit pas se reproduire.

Dans l'histoire des luttes sur ces terres il est inévitable de reparler des femmes aguerries du S.F.O.V. (Syndicat Féminin de Métiers Variés) et la F.O.F (Fédération Ouvrière Féminine). Au cours des années 20-50, la lutte contre l'État-Bourgeois oppresseur était organisée en syndicats et à l'intérieur de ceux-là – pas seulement en Bolivie mais dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique – il y avait des initiatives empreintes d'un lien solidaire fort envers des prisonniers politiques d'autres pays. Ces *cholas*,¹ anarchistes courageuses, étaient conscientes qu'il ne fallait de prisonniers anarchistes nulle part. À la fin de l'année 1927 elles ont décidé de se joindre à la campagne internationale pour la libération des anarchistes italiens Sacco et Vanzetti. Comme on le sait c'étaient deux immigrants, travailleurs et anarchistes, qui ont été jugés et exécutés par électrocution pour le supposé vol à main

¹ Le terme *chola* a une longue histoire et revêt une importante connotation culturelle en Amérique du Sud. En général, il désigne les femmes andines issues de la campagne, qui portent la *pollera* (costume traditionnel), parlent quechua ou aymara et vendent leurs produits sur les marchés (un archétype des femmes andines). Mais *chola* peut aussi représenter une certaine attitude dans la façon d'être et de vivre, des traits qui complètent la tenue pour être identifié comme tel. Le terme était utilisé de façon péjorative par les bourgeois pour désigner une femme belliqueuse, séductrice et lascive, en somme un objet de désir sexuel, et de plus l'incarnation du sacrifice à travers la maternité et le travail. C'est devenu un terme qui symbolise la triple oppression que ces femmes subissaient (et subissent encore) : discrimination basée sur l'indigénité, la classe sociale et le genre. Comme Henry l'explique dans le texte, le terme désigne aussi les *qhateras* (marchandes) et d'autres femmes qui se sont rebellées depuis les années 20 et ont pris part à la lutte anarchosyndicaliste en Bolivie, et plus particulièrement à La Paz, se réappropriant le terme *chola*. (N.d.T.)

armée et le meurtre de deux personnes. Ce qu'il y a de remarquable dans cette histoire est le fait que la campagne de solidarité ne demandait pas la tête des auteurs des attentats. Les *cholas* anarchistes exigeaient la libération de Sacco et Vanzetti et maintenaient une haute conception de la pratique morale. Elles savaient très bien que faire du chantage et demander aux auteurs qu'ils se rendent pour que la liste des prisonniers politiques s'allonge ne fait pas partie des luttes libertaires.

Bien que beaucoup d'eau ait coulé sous les ponts depuis ce temps, la dignité et les attitudes éthiques se maintiennent intactes. S'il y a eu des délateurs on a toujours considéré qu'ils étaient étrangers à la lutte contre le Pouvoir. Les *cholas* anarchistes du S.F.O.V. et de la F.O.F. sont une bonne référence de lutte anti-patriarcale et avec beaucoup de cohérence elles ont su se libérer d'attitudes accusatrices et délatrices. Actuellement les syndicats – en tout cas ici sur ces terres – sont dans les mains des trotskistes. La lutte syndicale est devenue un organisme vertical et autoritaire, et n'a donc rien à voir avec une position anarchiste. Elle s'est institutionnalisée et n'est qu'un agglutinement de masses qui ne font que suivre les accords entre leurs dirigeants et l'État.

Je ne m'attendais pas à ce que dans ce chapitre carcéral les délateurs/trices deviennent les protagonistes principaux. Je ne m'attendais pas à ce que ceux qui disent être des compagnon(ne)s demandent à ce que les rangs des prisonniers anarchistes soient grossis en me dénonçant. Par conséquent, je rejette n'importe quel acte solidaire qui m'implique avec des individus qui justifient la répression.

Je suis toujours dans l'attente de sortir de cette cage, la machine judiciaire avance lentement mais même ainsi je suis fort et ferme. J'admire tous ceux/celles qui continuent de lutter dans les prisons de dehors et de dedans. Un grand sourire apparaît sur mon visage lorsque j'entends que le Caso Bombas a eu une fin, c'est une grande victoire dans notre histoire. Tous les montages des États tomberont tôt ou tard. Je refais un salut à tous les prisonnier(e)s du Pouvoir qui ne se rendent pas, à ma famille et mes compagnon(ne)s.

Ne laissons pas nos rêves se faire voler. La solidarité est ce qui donne du courage à un(e) prisonnier(e) et lui fait ne pas se sentir seul.

Henry Zegarrundo,
Prisonnier anti-autoritaire.

Traduit de l'espagnol par Contrainfo de Libertad Presxs Bolivia début octobre 2012, revu par Non Fides.

Interview avec Henry Zegarrundo

<http://solidaridadnegra.wordpress.com>

Quelques mots nécessaires

Grâce à quelques compagnon-ne-s qui ont pu voyager d'une ville à l'autre pour rendre visite au compagnon Henry, nous avons réalisé une interview avec lui. Pour surmonter les difficultés, l'interview a été réalisée au cours de deux parloirs : nous lui avons proposé lors de la première visite et lui avons laissé à l'écrit des questions pour qu'il puisse y répondre de la même manière. La visite suivante a permis de récupérer ses réponses écrites, ainsi que de partager des opinions et avis par rapport à la situation répressive et à la solidarité des collectifs, cercles et mouvements anarchiste et libertaire.

L'interview comprend plusieurs parties, que nous publierons avec une certaine périodicité. Dans cette première partie, nous voulions montrer comment le compagnon avait vécu les circonstances et les conséquences de la répression. Nous souhaitons qu'il se charge d'analyser avec ses propres mots un thème délicat : la complicité avec l'Etat de certaines personnes qui se réclament de l'anarchie.

Il faut garder en tête que s'il a décidé de ne pas raconter en détail chacune des trahisons à la digne lutte anarchiste, cela est principalement dû au fait que l'investigation est encore en cours. Il est aussi important de préciser que cette interview a eu lieu en 2012, c'est pourquoi certains faits (comme la mobilisation à l'intérieur des prisons de tout le pays) n'y sont pas mentionnés.

De plus, nous souhaitons signaler que la situation légale de Henry a pu voir quelques nouveautés depuis cette interview, que l'on peut voir sur notre blog. Ceci étant dit, après avoir invité quiconque souhaite en savoir plus à visiter le blog, nous vous laissons à la lecture de cette première partie.

Solidaridad Negra : Explique-nous un peu ton affaire et la procédure qui a mené à ton incarcération. Qu'est-ce que tu imagines pour le futur ?

Le 29 mai, j'ai été arrêté à La Paz en Bolivie par des agents des services secrets, en même temps que d'autres individus du spectre libertaire, treize au total.

Après la perquisition de nos domiciles, dans l'après-midi, ils nous ont interrogés en présence de la procureur Patricia Santos. Au fur et à mesure de l'après-midi et selon ce qui a été déclaré, la plupart des interpellés ont été libérés. Mais pas les quatre derniers. Ce soir-là, ils nous ont mis dans les cellules de la FELCC (force spéciale de la lutte contre le crime). Deux à El Alto (Vico et moi) et deux à La Paz (Nina et Renato).

Le lendemain matin ils nous ont "promenés" avec une unité mobile pour nous empêcher de communiquer avec nos proches et nos avocats. Autour de midi nous avons été présentés à une conférence de presse par le ministre du gouvernement Carlos Romero, qui affirmait avoir « démantelé une organisation terroriste avec des liens internationaux ». Et cela après sept mois d'investigation ardue, d'après le ministre. La blague c'est qu'au bout de ces 7 mois ils ne connaissaient même pas mon adresse. Lors de cette conférence qui a été le début du montage à l'échelle publique, ils ont présenté comme des preuves des drapeaux, patchs, zines, masques de carnaval, quelques blousons à clous, des processeurs, etc. En essayant désespérément de ramener l'« opinion publique » du côté de l'Etat, alors que la neuvième Marche du TIPNIS se rapprochait de La Paz et qu'à Cochabamba se préparait la prochaine conférence de l'OEA (Organisation des Etats Américains).

Depuis la huitième marche, les libertaires ont appuyé les habitants du TIPNIS. Les moyens de contre-information, eux, toujours serviles au Pouvoir-Capital, ont soutenu la version de l'Etat.

Le 31 mai, une audience a eu lieu pour déterminer les mesures préventives : deux (Vico et Renato) ont été assignés à résidence, et les autres (Nina et moi) avons été emmenés respectivement dans les prisons de Obrajes et de San Pedro, avec l'accusation de « terrorisme et tentative d'homicide ».

Le juge a pris cette décision au vu de la « collaboration et engagement à continuer de collaborer » des deux membres de l'OARS. Lors des interrogatoires, Daniel, militant du CJAC (collectif des jeunes anarcho-communiste) a aussi collaboré. A travers cette attitude de persécution politique, la stratégie de l'Etat est de réprimer le mouvement libertaire et surtout anarchiste par la peur et la terreur.

A partir de ce moment, le mouvement libertaire et anarchiste est tombé dans le jeu de la passivité, très peu restent fermes et conséquents, le reste est abattu par la peur face à l'Etat.

Depuis, six mois sont passés, Nina a réussi à sortir de prison, cela me réjouit pour elle mais je rejette son attitude de collaboration. Pour ma part, ils ont suspendu quatre audiences. Les cinquième et sixième, c'est moi qui ai demandé à les suspendre parce que les conditions nécessaires n'étaient pas réunies et les décisions auraient pu être annulées. Maintenant ma prochaine audience est prévue le 23 novembre.

J'espère obtenir l'assignation à résidence lors de la prochaine audience, et sinon je continuerai à lutter pour ma liberté.

Comment s'est passé ton séjour en prison ? Raconte-nous un peu la dynamique interne dans laquelle tu as vécu ?

Cette période a été traversée par beaucoup de difficultés. En plus du montage de l'Etat se sont ajoutés contre moi des gens qui se considèrent anarchistes et libertaires, en prison comme dehors.

Ici à San Pedro, j'ai reçu la visite de proches, quelques amis, l'un ou l'autre compagnon. J'ai aussi reçu des vivres de la part de gens qui ont pris en compte mon régime vegan. Les visites se sont déroulées avec une fouille et des saisies, dans plusieurs cas les gens ne voulaient plus revenir à cause de la façon dont on les traitait.

C'est une prison à régime ouvert, c'est-à-dire que certains prisonniers y vivent avec leur famille car leur situation économique ne leur permet pas de ramener de l'argent de l'extérieur. Nous sommes 2500 détenus dans une prison construite pour 600 personnes. Ici dans la prison je n'ai pas de problèmes avec les autres détenus, et nous mangeons parfois ensemble.

Durant cette période il y a eu trois vagues de protestations, la première et la deuxième contre les « retardements de la justice », demandant un traitement éthique pour les visiteurs, qu'ils ne nous suspendent pas les audiences, et que l'on prenne en compte la situation des plus âgés et des handicapés pour qu'ils puissent obtenir leur liberté.

La troisième a été spontanée, car à cette occasion ils ont fermé les portes des visiteurs à 15h30. Normalement les visites peuvent durer jusqu'à 16h, ainsi quasiment tout le monde à l'intérieur a réagi. Les autorités ont « résolu » le problème en renvoyant quelques employés.

J'ai travaillé pendant un moment dans l'artisanat. Ensuite un autre travail plus informel. Le temps est en suspens quand on ne fait rien, alors j'essaie d'affronter la routine ennuyeuse en faisant un peu d'exercice et de sport. J'occupe le reste de mon temps à lire et écrire.

Par rapport à ton procès, on a beaucoup parlé de la collaboration de certains prisonniers avec les organismes répressifs. Il y a beaucoup de confusion dehors autour de cette question. Tu pourrais clarifier les faits ?

Oui, il y a eu de la délation et de la collaboration. Premièrement : de certaines des 13 personnes arrêtées le 29 mai (et parmi elles des gens de l'OARS et CJAC). Deuxièmement : de l'ex-prisonnière qui est sortie assignée à résidence. Troisièmement : on constate que l'autre prisonnier qui est à la prison de Qalauma a aussi collaboré en compromettant d'autres personnes. Et quatrièmement, des gens en dehors des murs ont fait ouvertement un appel à délation.

On peut remarquer par leurs propres paroles (dans leurs communiqués) qu'ils sont entrés dans le jeu du Pouvoir, dans certains cas ils réaffirment leur militantisme au sein d'organisations, projections de partis politiques. Il faut aussi remarquer que presque la moitié des 13 arrêtés du 29 mai a conservé une attitude digne.

Lamentablement, les campagnes de soutien nous ont tous mis dans le même sac. J'ai demandé à ce qu'ils ne m'incluent pas dans ces activités car je n'accepte pas que l'on minimise les attitudes de délation et de collaboration. La plupart des gens du spectre libertaire local ne sont pas intéressés par ce thème, ils se contentent de dire qu'ils se sont trompés et voilà.

La lutte anticarcérale ne se renforce pas non plus, et ainsi on ne fait que donner son aval à l'existence et au maintien des prisons. Je suis anarchiste et antiautoritaire, je suis conscient que l'autorité se reproduit aussi quand quelqu'un la laisse prendre racine dans son quotidien. Dire « je suis mère et je suis femme » est l'antithèse de la bataille contre le patriarcat, c'est machiste en soi, victimisant, soumis et possessif du RÔLE de mère et de femme établi par le système même du patriarcat et de la domination. La Libération Totale cherche précisément à se défaire de ce « bien-être » personnel et prétend construire un monde différent, sans autorité, sans partis ni rôles sociaux.

D'autre part, l'autre prisonnier essaie de rejeter la faute sur l'avocat en affirmant qu'on a modifié ses déclarations. D'après ma propre expérience, je ne le crois pas, chacun a la responsabilité de relire ses déclarations et de les changer s'il y a quelque chose qu'il n'a pas dit avant de les signer. Pour moi, l'OARS, le CJAC, les deux autres détenus et s'ajoutant à eux tous ceux qui interviennent de derrière leur clavier pour justifier l'attitude collaboratrice de leurs prisonniers, sont la farine du même sac.

Ce que je souhaite le plus et ce pour quoi je lutte, c'est la fin de toutes les prisons d'humains et non-humains. Malgré la conduite vile et indigne de certains, mon horizon n'a pas bougé d'un millimètre... J'espère que chacun tirera ses propres conclusions non pas à partir d'interprétations mais de faits qui se sont produits dans ce cadre de lutte en Bolivie. Ils sont là, figurent dans les dossiers d'instruction, on ne peut pas les cacher, de la même façon que l'on ne peut pas cacher le sol avec un doigt.

Traduit de l'espagnol par Non Fides.

Chasser les sorcières : Contre l'indifférence, la délation et la complicité avec l'Etat

A propos de la répression en Bolivie

Le 29 mai dernier sur les terres dominées par l'Etat plurinational de Bolivie, une opération répressive contre des cercles "libertaires" et anarchistes a été menée. Elle a tenté de frapper les responsables présumés des actions directes perpétrées contre les symboles de l'Etat.

Avec une stratégie calquée sur les descentes répressives sous d'autres latitudes, une dizaine de domiciles a été perquisitionnée. Une battue qui visait plus à créer un précédent qu'à suivre une piste particulière. Comme c'est déjà en train de devenir une habitude, et peu important les détails, on arrête en masse pour voir ensuite ce qu'apporte chaque incarcération.

C'est ainsi que des personnes connues et très identifiables dans les milieux anarchistes ont été arrêtées, avec l'excuse classique de profils à neutraliser. C'est ainsi que trois personnes ont été présentées comme les têtes pensantes de ces attaques.

Une conférence de presse pompeuse a servi de scénario pour montrer comment agissent les puissants lorsque leurs intérêts sont attaqués. Encore une fois, les preuves étaient des revues, des livres, des affiches, des patches et des cagoules.

Au début, et en l'absence d'informations, personne n'avait suffisamment de certitudes sur l'origine de ce mouvement répressif. Mais les semaines passant, a commencé à se diffuser la nouvelle sur des pages de contre-information que trois prisonniers avaient collaboré, tous membres d'une organisation de type platformiste nommée OARS, dont la page internet donne des signes clairs sur ses principes, en rien anarchistes, et pas non plus "libertaires".

Soumises aux interrogatoires de la police, ces trois personnes ont fourni des noms, des adresses et des liens d'amitié sur le reste des autres arrêtéEs et ont balancé ouvertement deux autres personnes comme responsables des attaques, en livrant les noms de Nina Mancilla et Henry Zegarrundo. C'est comme cela qu'ils ont été incarcérés, entourés d'une vague d'accusations, de rumeurs et de confusion. Plus tard, une troisième personne, Mayron Mioshiro, a aussi été arrêté et incarcéré dans la prison de la ville.

A travers des textes anonymes, pleins d'arrogance et pour certains de suffisance, et avec l'intention de critiquer d'autres personnes, nous avons découvert qu'aucun des incarcérés ne faisait partie d'une cellule d'action, mais que tous se revendiquaient anarchistes, ça oui.

C'est ainsi que nous avons lu que le nom de Mauricio Morales, cité dans certains communiqués, suffisait à déclencher l'hystérie, tout comme nous avons appris que le nom de Luciano Pitronello, peint sur une banderole, a été suffisant pour qu'on parle de terrorisme et d'organisations internationales imaginaires.

Au fil des jours, l'information a commencé à s'éteindre, devenant un terrain propice à la confusion régnante. C'est ainsi que peu de personnes ont compris dans sa juste mesure ce qui se cachait derrière l'opération répressive en Bolivie, et que la confusion a progressé des deux côtés.

Ainsi, l'OARS (*Organisation Anarchiste pour la Révolution Sociale*) accuse dans ses textes d'autres compagnonsNEs d'être des délateurs, en une vaine tentative de se dégager de ses responsabilités. Cette organisation a également eu le courage de lancer un appel à la solidarité avec les incarcérés (qu'elle a elle-même livré à la police), en se faisant de la publicité comme organisation réprimée et "victime" de l'action "démessurée" de la police, allant jusqu'à publier un numéro de compte bancaire où déposer de l'argent en solidarité... avec ses propres membres qui se trouvent, eux, en résidence surveillée.

Comme anarchistes, nous ne connaissons pas de frontières, et nous ne pouvons accepter qu'il y ait des thèmes où nous puissions seulement participer comme simples spectateurs, et c'est pour cela que nous avons décidé d'écrire ce texte, comme message solidaire chargé de force avec les incarcérés.

Malheureusement, nous avons plus trouvé d'informations dans la presse officielle du capital que dans les pages de contre-information, c'est pour cela que nous en profitons pour inviter les compagnons de là-bas à avoir un rôle plus actif dans la diffusion des informations sur cette histoire.

La chasse aux sorcières commence...

Sur internet, nous sommes tombés sur une lettre récente de Nina Mancilla¹ à propos de sa situation judiciaire, et il nous semble important de dire quelque chose à ce propos.

A travers sa lettre, on peut très clairement identifier que le message qu'elle porte est de démontrer son innocence sur la base de la culpabilité présumée d'une autre personne qui serait toujours en liberté, proposant ainsi une sorte d'échange, livrant l'identité de cette autre personne pour obtenir sa propre libération. Nina n'identifie pas l'Etat, l'institution policière ou la déclaration de Renato Vincenti, qui l'inculpe directement, comme les responsables de son incarcération, elle préfère faire endosser cette responsabilité à la personne qui apparaît sur une vidéo [d'attaque de banque] et qui ne lui ressemble pas. Ses mots répètent les logiques policières les plus basiques, mais ressembler à quelqu'un n'est pas du tout une preuve concluante..

Nous comprenons l'angoisse que provoque la prison, parce que c'est un de ses objectifs fondamentaux : détruire ceux qui y survivent, de manière morale et physique, émotionnelle et politique. Nous comprenons la douleur, l'angoisse et la rage, mais comme anarchistes nous ne comprendrons jamais ni ne justifierons que cette douleur génère le fait de collaborer ou de servir sur un plateau l'identité d'autres personnes.

Historiquement, la prison a été le châtiment pour ceux qui s'opposaient à la domination, historiquement, ceux qui se sont rebellés ont reçu des condamnations vengeresses, et l'histoire nous apprend aussi que derrière les murs des prisons ont existé des personnes qui ne se sont pas rendues, qui ne se taisent pas et continuent à lutter, sans vaciller dans leurs convictions.

Pour être anarchiste, il ne suffit pas de l'énoncer, mais il faut aussi tenir une position cohérente avec les principes anarchistes, dont la lutte pour la destruction des prisons est un axe central en défense de la liberté. C'est pourquoi protester afin qu'un autre que soi soit incarcéré est un acte injurieux, mais c'est encore pire de faire un appel ouvert et une provocation non déguisée pour que cette personne se rende ou soit dénoncée par les autres.

Il s'agit d'un chantage, d'une attitude servile envers le Pouvoir et les intérêts de l'Etat, qui porte la marque évidente de l'autoritarisme, parce qu'on impose à une autre personne à travers la pression médiatique le chemin à suivre, c'est-à-dire de se rendre aux organismes de la police. En définitive, c'est une position policière et de balance.

Malheureusement, cette attitude n'a reçu aucune réponse, et continue à se répandre comme une vérité. On peut ainsi trouver un second texte, où une certaine Virginia Aillón² ne perd pas l'opportunité de signaler que

¹ On peut trouver ici la lettre complète de Nina Mancilla, datée d'octobre 2012. Elle y dit notamment : "Depuis ces années-là, nous avons des différences aussi bien idéologiques que de génération avec la Communauté Anarcho-Punk, qui bientôt se divisa et forma l'OARS, dont fait partie Renato Vincenti, qui m'a accusée et a déclaré me reconnaître comme la personne qui apparaît sur "la vidéo", sachant que ce n'est pas moi, et que la personne en question est une ex-compagnonne de lui et de son frère, avec laquelle ils ont plus de relation que moi". Se définissant comme "féministe" et "sociologue", elle rajoute : "Il y a une vidéo que je n'ai pas pu voir et que j'ai mentionnée plus haut, où on peut voir l'image figée d'une personne qui me fut très proche il y a quelques années, qui a fait partie du collectif et du groupe de musique, que j'appelais compagnonne et sœur parfois. Je ne peux plus le dire aujourd'hui qu'elle connaît ma situation légale et émotionnelle, elle sait que je suis ici à sa place, parce que je lui "ressemble"".

² Pour ceux qui veulent lire le texte de "Virginia Aillón" du 3 octobre 2012, il se trouve là. Son texte dit notamment : "Une vidéo circule sur youtube qui compare le visage de Nina avec celui d'une personne de sexe féminin qui pose un engin incendiaire contre un distributeur de billets. Répétons mille fois encore que ce n'est pas Nina, et moi j'ajoute que cette autre semble quelqu'un de connu. Il est ridicule que la police scientifique ne puisse déterminer l'identité de cette personne". Et elle précise plus loin : "Quant à ceux qui ont participé aux attentats, rien de plus, me dis-je, ils devraient avoir une attitude conséquente avec leurs actes ; c'est-à-dire les assumer à la lumière du jour et cesser avec ce silence qui semble plus adolescent et immature. Le plus grave, est que ce faisant ils deviennent autoritaires, ils ne sont pas et ne peuvent être libertaires".

ceux qui ont mené les actions directes devraient avoir une attitude "cohérente", et se livrer. Ce type d'appel, on l'attendait plus de la part d'un Garcia Linera³ que de n'importe quelle personne se revendiquant du milieu "libertaire" ou anarchiste.

Du reste, personne ne s'attend à ce que celui qui se trouve en prison assume comme les siennes des actions qu'il n'a pas réalisées, et personne ne doit accepter les inventions et les infamies que le Pouvoir se charge d'imposer comme vérité. Mais cela ne signifie pas livrer l'identité d'autres personnes, et encore moins lancer une accusation ouverte contre une autre, en l'accusant de façon incroyable d'être faussement anarchiste parce qu'elle ne se livre pas.

Nous n'acceptons pas ce comportement méprisable, parce qu'il confond non seulement l'ennemi réel, mais incarne aussi toutes les valeurs de la culture des puissants. Cela n'a rien à voir avec les valeurs "libertaires" ou féministes, selon l'autodéfinition que l'auteur leur donne.

Au-delà de la discussion sur les méthodes, nous pensons qu'il est important de toujours garder en tête une morale anarchiste, de savoir identifier l'ennemi, et donc de rester clair sur le fait que ceux qui mènent des actions illégales ne sont pas "coupables" des attaques répressives que l'Etat peut mener, comme l'avaient compris par le passé tous ces anarchistes qui ont défendu à voix haute les soi-disant illégalistes incarcérés. S'il n'existe qu'une défense pour les innocents et la "guillotiner" pour les coupables, il s'agit de la fin de la vision anarchiste et il ne reste qu'une dissidence compatible avec les valeurs étatiques.

Les deux textes de ces prétendues féministes boliviennes ne font qu'allumer le bûcher sur lequel brûler les sorcières. A travers ces appels à se rendre face au Pouvoir, l'ordre patronal, étatique, policier et patriarcal ne reçoit aucun coup, mais se réaffirme et garantit au contraire sa propre continuité. Ce que nous devons stimuler parmi tous ceux ont reçu des coups de l'Etat, c'est la solidarité, jamais la délation ou l'isolement.

On a beaucoup comparé le processus bolivien au Caso Bombas au Chili, mais il y a peut-être une différence substantielle, au-delà des ressemblances : les compagnons incarcérés, tout en risquant des condamnations jusqu'à 25 ans de prison, n'ont jamais fait le jeu de l'Etat, n'ont jamais demandé que ceux qui avaient réalisé les attaques ne se livrent. Ils ont fait comprendre qu'ils n'y avaient pas participé, et ne faisaient partie d'aucune association terroriste, mais ils n'ont jamais demandé à quelqu'un de se soumettre au Pouvoir, et il s'agit peut-être là d'un grand acte de solidarité.

Pour nous, le message est clair : solidarité sans frontières avec les personnes poursuivies par le Pouvoir, destruction des prisons et libération jusqu'au bout.

Une accolade complice à Henry et Mayron, liberté pour touTEs, pour la fin des prisons, de leurs matons et de leurs faux critiques.

*Quelques anarchistes de la région chilienne,
Santiago, début octobre 2012*

Traduit de l'espagnol par Brèves du Désordre de Liberación Total, 11 octobre 2012.

³ Alvaro Garcia Linera est le vice-président actuel de la Bolivie qui, comme beaucoup d'ex-combattants d'Amérique Latine, ont fait le saut de la guérilla (il fut membre fondateur de l'Armée guerrillera Tupak Katari) vers des postes importants d'un Etat contre lequel il luttait hier encore. Connu par ses ex-compagnons pour avoir donné des informations sur les membres de son organisation et sur leur infrastructure, c'est peut-être le personnage le plus influent aujourd'hui dans le gouvernement d'Evo Morales. On pourrait dire qu'il en est la "tête pensante", tandis qu'Evo en est l'"image charismatique".

A propos de quelques balances

Le 3 janvier dernier, nous recevions un courriel émanant d'un certain Roberto Flores Terceros de Bolivie, nous demandant de publier un « droit de réponse » de Nina Mancilla, Virginia Aillón et Paula Estenssoro à quelques textes que nous avons publiés.

Pour rappel, le 29 mai 2012, une vaste opération anti-anarchiste a été menée par l'Etat bolivien. Douze perquisitions qui ont permis d'arrêter treize individus, tous suspectés à différents niveaux d'être membres ou liés à des membres de la FAI/FRI. La plupart ont été relâchés après avoir donné quelques informations, qui ont fini par faire arrêter d'autres personnes. Ces opérations répressives sont la réponse de l'Etat à une série d'attaques explosives sur des distributeurs de billets, un bâtiment officiel, des banques et des fast-foods, toutes revendiquées par la FAI/FRI.

De délation en délations, il ne reste que cinq accusés : Henry Zegarrundo et Mayron "Kru" Mioshiro qui sont incarcérés, ainsi que deux personnes de l'OARS (qui ont balancé Henry et Nina) et Nina Mancilla qui sont assignées à résidence.

Dès le début, Henry n'a cédé à aucune des carottes policières, n'a pas joué au jeu du coupable et de l'innocent et a refusé toute collaboration avec l'ennemi.

Kru, lui, a craqué devant les flics, jouant le jeu que son avocat lui a demandé de jouer en signant une déclaration portant préjudice à d'autres, avant de s'expliquer publiquement dans une lettre, où il exprime ses regrets de n'avoir pas réussi à tenir tête aux flics.

Nina Mancilla, elle, n'a eu de cesse de clamer son « innocence » en dépit des autres : elle a sorti une lettre publique dans laquelle elle dit reconnaître une des « coupables » sur une vidéo des flics, sans la nommer mais en donnant assez d'indications pour faciliter le travail de police, rejetant sur elle plutôt que sur l'Etat et ses enfermeurs la responsabilité de son incarcération. Dans cette lettre, elle appelle les « coupables » à « assumer leurs responsabilités », ce qui reviendrait dans les faits, si on suit le fil de sa pensée en kit, à se livrer aux flics.

Dans les lettres que Nina et ses amies nous ont fait envoyer, elles confirment leurs positions, c'est-à-dire : assimilation de toute action violente à du machisme, innocentisme, délation et dissociation.¹ Nina y répète inlassablement son innocence, parlant des communiqués informant de son attitude de délatrice comme de provocations policières, traitant de vandales (ce qu'elle entend péjorativement) et de « fils à papa » ceux qui passent à l'attaque.²

Les textes de ses amies « solidaires » sont du même acabit et ne méritent pas plus d'attention que le sien.³

Nina termine sa diatribe enflammée en défense de la délation libertaire en nous affirmant qu'elle est notre ennemie.⁴ En effet, notre anarchisme n'a rien à voir avec le citoyennisme libertoïde qui n'a rien à se reprocher

¹ Extraits choisis de la lettre de Nina Mancilla :

« Qui sont les infiltré(e)s ? Personne ne dit rien sur l'attitude de celles/ceux qui ont posé des bombes avant de fuir, nous exposant pendant des mois à ce qu'on nous relie à elles/eux, assistant à des réunions, des concerts et des répétitions sans annoncer ce qu'ils/elles avait fait au moins pour que nous sachions dans quoi nous nous impliquons involontairement »

« Une autre question que je me pose - pourquoi devrais-je me taire ? Pourquoi devrais-je me taire sur les faits, pourquoi devrais-je pourrir en prison à la place des autres personnes qui vivent aujourd'hui dehors dans le confort absolu après avoir commis leurs attentats, ne se responsabilisant pas et laissant d'autres payer pour leurs actes ? » (c'est nous qui soulignons).

² Mais on peut se demander qui est la fille-à-papa, sachant que dans son cas, papa est ambassadeur de la Bolivie au Mexique (cf. cet article de la presse bourgeoise).

³ L'un d'entre eux nous dit par exemple : « Je serai sûrement ajoutée à la liste des femmes "traîtresses et délatrices" pour ce que je vais dire. Consciente de cela, je ne me cacherai pas dans l'anonymat de pseudonymes, groupes, mouvements, collectifs ou que sais-je encore, c'est pourquoi je m'identifie avec le nom "légal" que m'ont donné l'Etat et ma famille, et comment ils me connaissent. ». Elle finit donc logiquement par signer de son nom, prénom et numéro de carte d'identité (Paula Estenssoro Velaochaga. C.I. 1075652 Ch.), voulant prouver à tous qu'elle n'a "rien à cacher ou à se reprocher".

⁴ « Quand je me libère de vos vérités, de vos dogmes, de vos reproches et de vos ordres, je suis votre ennemi(e) ».

de Nina et ses amies ou de l'OARS,⁵ et nous n'avons rien à faire avec les alchimistes de leur genre qui réussissent avec tant d'habileté à faire rimer anarchie avec conservation de l'existant, à transformer l'encre en merde. Alors, oui, nous sommes des ennemis.

Solidarité avec Henry, ton attitude et ton intransigeance malgré l'état se resserrant entre Etat et collaborateurs libertaires de l'Etat nous inspirent, même à l'autre bout du monde, car la guerre sociale n'a pas de frontières.

Quelques contributeurs à Non Fides - Base de données anarchiste.

NB : Si nous nous sommes donné la peine de parler de ces lettres, ce n'est pas pour se faire le média de ces crapules. Nous ne publions donc pas les textes en ligne. Cependant des compagnons qui souhaiteraient les lire sauront nous contacter.

⁵ Organisation bolivienne équivalente FA/AL dont plusieurs membres ont été arrêtés, et qui ont fait de bonnes balances et de parfaits dissociés. Le vice est même poussé jusqu'à la publication en une, sur leur site, d'une affiche (qui nous l'espérons n'a jamais rencontré un mur dans la vraie vie) affirmant que « On NE détruira PAS le capitalisme en brûlant des "distributeurs de billets"... Le pouvoir de "ceux d'en haut" et de l'Etat ne se détruira que d'en bas, en créant le POUVOIR POPULAIRE !!! ».

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Henry Zegarrundo, Non Fides, Solidaridad Negra, Des anarchistes solidaires au mépris des frontières
Chronique d'un chemin caillouteux
Compilation de textes à propos de la répression anti-anarchiste en Bolivie et du prisonnier Henry Zegarrundo
2009

Consulté le 15 octobre 2016 de non-fides.fr
Publié le 10 janvier 2013 sur *Non Fides*.

fr.theanarchistlibrary.org